

RAPPORT TECHNIQUE FINAL_ UNIVERSITÉ DU QUÉBEC EN OUTAOUAIS

Denyse Côté

Denyse Côté

©2023, DENYSE CÔTÉ



This work is licensed under the Creative Commons Attribution License (<https://creativecommons.org/licenses/by/4.0/legalcode>), which permits unrestricted use, distribution, and reproduction, provided the original work is properly credited. Cette œuvre est mise à disposition selon les termes de la licence Creative Commons Attribution (<https://creativecommons.org/licenses/by/4.0/legalcode>), qui permet l'utilisation, la distribution et la reproduction sans restriction, pourvu que le mérite de la création originale soit adéquatement reconnu.

*IDRC GRANT / SUBVENTION DU CRDI : - WOMEN'S RIGHTS AND THE FIGHT TO PREVENT VIOLENCE
AGAINST WOMEN IN HAITI*

+



PROJET 108818

RAPPORT FINAL

DROITS DES FEMMES ET LUTTE CONTRE LES VIOLENCES : VALORISER LES SAVOIRS HAÏTIENS, PÉRENNISER LES ORGANISATIONS FÉMINISTES

Haïti, 19 mars 2018 au 20 mars 2023

Denyse Côté (denyse.cote@uqo.ca)
Université du Québec en Outaouais
(C.P.1250, Succursale Hull, Gatineau, Canada J8X 3X7)

22 novembre 2023

TABLE DES MATIÈRES

SYNTHÈSE	3
CONSTATATIONS DE LA RECHERCHE	4
EXÉCUTION ET GESTION DU PROJET	5
La recherche	6
La recherche fondamentale	6
Les recherches des sous-bénéficiaires	8
MOUKA	11
La recension de la documentation	12
La création du site web	13
La diffusion de MOUKA	13
Quelques aspects administratifs	14
Voici quelques éléments supplémentaires soulevés dans le guide du CRDI :	14
LE RENFORCEMENT DES CAPACITÉS	15
L'IMPACT	17
RECOMMANDATIONS	18

SYNTHÈSE

Les interventions humanitaires portant sur les droits des femmes qu'a connues Haïti suite au séisme de 2010 se sont trop souvent avérées être de type «top/down », mal ordonnées ou encore mal arrimées aux initiatives haïtiennes déjà en place. Elles ont ainsi contribué à décapitaliser les organisations féministes et à déstructurer leurs interventions pourtant reconnues et efficaces, en particulier en matière de droits des femmes et de la violence qui leur est dirigée (VFF). Parallèlement, depuis le début du siècle, Haïti a connu l'émergence de nouveaux·elles chercheur·es de même que d'un intérêt renouvelé pour des analyses et recherches scientifiques sur la question du genre et des VFF. Le projet 808818 est donc arrivé à point nommé, et ce, malgré la profonde crise (2018-23) qui a secoué et secoue encore le pays. En effet, ce projet a permis de structurer les connaissances disponibles sur ces questions et d'en créer de nouvelles. En développant de nouvelles recherches sur l'intervention en violence faite aux femmes haïtiennes, sur le travail domestique rémunéré, sur la santé maternelle, en rendant accessible une large documentation sur le genre en Haïti, ce projet contribue concrètement à l'atteinte de l'égalité et au renforcement du travail des organisations féministes en Haïti. En plus d'appuyer et de rendre visibles les initiatives des organisations féministes haïtiennes en matière de plaidoyer et d'intervention, ce projet a en effet systématisé l'accès à la documentation et aux recherches scientifiques produites par celles-ci, par divers chercheur/es et par les ONG et institutions internationales.

Malgré la crise sécuritaire, ce projet a mené à bien une recherche sur les retombées à long terme des interventions internationales et nationales en matière de VFF. Il a rendu accessibles les savoirs développés par les organisations féministes haïtiennes, mais aussi par les doctorant·es et autres chercheur·es haïtien·nes ainsi que par les organisations non gouvernementales et les institutions internationales sur le genre la VFF, créant un fonds documentaire accessible gratuitement partout au monde, qui servira également de base à la création d'un programme d'études féministes à l'Université Quisqueya.

PROBLÈME SUR LEQUEL PORTE LA RECHERCHE

La question des droits des femmes fait partie de l'univers politique et social haïtiens depuis le début du XX^{ème} siècle. Le mouvement féministe haïtien avait réclamé à ce moment et obtenu, dans les années 1950, des droits civils et politiques pour les femmes, rapidement retirés cependant par la dictature des Duvalier (1957-1986). Ce mouvement a resurgi en 1986. Grâce à ses plaidoyers, ses campagnes d'information, de sensibilisation et à ses actions directes, il a provoqué d'importantes avancées, la transformation des mentalités ainsi que la mise en œuvre d'interventions publiques. La violence faite aux femmes a été reconnue par le gouvernement haïtien et par la population à titre de violation de droits ; le viol a été reconnu comme crime contre la personne plutôt que comme contre l'honneur. Les Haïtiennes ont eu accès à une citoyenneté plus entière ainsi qu'à une participation plus active à la vie politique (Merlet, 2002) : on compte depuis une femme Présidente, deux Premières Ministres ainsi que des ministres et des cheffes de partis politiques. Appuyé les interventions d'organisations internationales (OI) et d'organisations non gouvernementales internationales (ONGI), la création d'un Ministère à la condition féminine a mené à l'adoption de politiques publiques à la prise en compte des droits des femmes au sein de l'administration publique (Lamour, 2023; Magloire, 2011). L'image la plus courante d'Haïti en Occident reste cependant celle d'une extrême pauvreté, de catastrophes naturelles à répétition, d'infrastructures déficientes, de la faiblesse de ses institutions et

de son leadership politique douteux. Quoique reflétant la réalité d'un sous-développement chronique, cette image s'est transformée en stéréotype servant de toile de fond l'intervention de la *communauté internationale* qui y interviennent de façon soutenue. À titre d'exemple, l'intervention humanitaire d'une ampleur inégalée suite au séisme ravageur de 2010, organisée afin de combler les pénuries en matière de protection civile, d'infrastructures sanitaires et médicales, s'est déployée selon les paramètres du *capitalisme du désastre* (Klein, 2008; Gunewardena et Schuller, 2008) et s'est accompagnée de discours altruistes fondés sur une logique d'*intervention thérapeutique* (Côté, 2014b; Fassin et al., 2013; McFalls, 2011). Elle a ignoré les efforts immenses consentis par les Haïtien/nés eux-mêmes (Peck, 2013) et a paradoxalement contribué à fragiliser la société civile et l'État haïtiens (Fortin, 2016; Côté, 2014b; Schuller et Morales, 2012). Notre recherche a été structurante et a permis de recueillir des données nouvelles, de diffuser des données existantes, de former des chercheur/es et professionnelles, pouvant appuyer les initiatives du mouvement féministe haïtien en matière de droits des femmes et des filles et de violence. Il a permis de consolider et de développer certains projets, tout en répondant à la planification de l'État haïtien en matière d'égalité et aux plans d'action mouvement féministe haïtien (République d'Haïti, 2014; République d'Haïti et al., 2017). Enfin, il a permis d'encourager l'émergence de la recherche sur les droits des femmes en milieu communautaire et universitaire.

Malgré un amendement constitutionnel imposant un quota de 30% de femmes à tous les niveaux de la vie politique et administrative nationale, aucune femme n'a cependant été élue aux dernières élections législatives de 2015. Du point de vue socioéconomique, la situation de la majorité des femmes haïtiennes est restée peu enviable. Ainsi, une proportion importante de petites filles âgées de 5 à 9 ans travaille toujours dans le secteur informel et 60% des femmes ne savent ni lire ni écrire, alors que les trois-quarts de la population survivent avec moins de 2,00 \$US par jour. Quoique centrale pour les familles et les économies locales, l'activité économique des femmes dans le secteur informel n'attire toujours que très peu de ressources nationales et internationales (Chéry, 2018; Neptune Anglade, 1986). Et le mouvement féministe haïtien, reconnu comme vecteur important de changement, s'est retrouvé décapitalisé et déstructuré à la suite du séisme de janvier 2010, par l'intervention humanitaire qui lui a succédé (Fortin, 2016; Côté, 2014b; Julien, 2012) et par l'insécurité des dernières années.

Ce projet avait donc pour objectif de contribuer à la consolidation de la recherche en matière de droits des femmes et de la violence dont elles sont l'objet. Il a appuyé le renforcement des droits civils et politiques des femmes haïtiennes mis de l'avant par la *Politique d'égalité femmes hommes* (République d'Haïti, 2015, 2014), tout en portant une attention particulière à la question de la violence faite aux femmes, axe central de l'intervention de l'État haïtien et des organisations féministes haïtiennes (République d'Haïti, 2017; Fortin, 2016; Côté, 2014a; CONAP, 2008). Le lancement du site de *l'Espace documentaire sur le genre et les droits des femmes haïtiennes* [MOUKA](#) s'est fait le 8 mars 2023. La recherche fondamentale est terminée tout comme les recherches des sous-bénéficiaires. Pour les raisons invoquées, le budget alloué n'a cependant pas été complètement dépensé. Le reporter de quelques mois nous aurait permis de boucler la démarche en la pérennisant.

CONSTATATIONS DE LA RECHERCHE

La situation de crise en Haïti qui a éclaté quelques mois après le démarrage de ce projet et qui perdure toujours a affecté son déroulement : elle a imposé la modification de certaines de ses modalités de mise en œuvre, entravé de façon majeure les déplacements sur place en Haïti ainsi que la réalisation de certains volets, et, conséquemment, complexifié la tâche de la chercheuse principale. Malgré ces

obstacles importants et comme en font foi les rapports d'activité périodiques soumis au CRDI, le projet a pourtant porté fruit. Le lancement de *l'Espace documentaire sur le genre et les droits des femmes haïtiennes MOUKA* a eu lieu le 8 mars 2023. Son lancement a été diffusé sur Facebook, LinkedIn, Twitter et Instagram. De plus, une infolettre a été rédigée. De façon générale, les commentaires informels, ceux des internautes et dans les médias sociaux sont élogieux. D'autre part, la recherche fondamentale, portant sur l'intervention en violence faite aux femmes en Haïti a donné lieu à trois textes et deux autres textes sont en fin de rédaction. Enfin, les recherches des sous-bénéficiaires ont été déposées.

ATTEINTE DES OBJECTIFS

Il va de soi que le projet a dû s'adapter à la situation chaotique qui s'est installée en Haïti 3 mois seulement après son début et qui perdure à ce jour. Voici une description des résultats obtenus en regard de l'objectif général et de chacun des objectifs spécifiques.

Objectif général : *renforcer et pérenniser la recherche, l'intervention et le plaidoyer en matière de droits des femmes en Haïti, plus particulièrement en matière de lutte contre la violence faite aux femmes.*

Ce projet a dépassé largement les objectifs fixés en matière de renforcement et de pérennisation de la recherche (voir description détaillée plus bas) par le biais du Centre de documentation virtuel MOUKA ainsi que de la recherche sur l'intervention en matière de violence faite aux femmes menée par plusieurs organisations de la société civile haïtienne. Par ce biais, plutôt que par le biais d'une présence directe et d'échanges sur le terrain, ce projet a pu appuyer le plaidoyer et l'intervention en violence faite aux femmes

Objectifs particuliers :

- *Appuyer les interventions et plaidoyers d'organisations de la société civile haïtienne et des dispositifs publics en matière de droits des femmes et de lutte contre les violences qu'elles subissent. Sensibiliser le public haïtien et étranger, contribuer à la formation d'intervenant/es et de chercheur/es en territoire haïtien.*

Le projet a réussi à remplir cet objectif spécifique de façon variable. En effet, nous avons planifié appuyer plus directement les actions de plaidoyer et d'intervention de nos partenaires bénéficiaires, ainsi que les formations d'intervenant/es en territoire haïtien. Mais toutes les organisations de la société civile ont réduit considérablement leurs activités de mobilisation et de plaidoyer en regard de la situation sécuritaire. Et un appui direct aurait nécessité des déplacements de la chercheuse principale en Haïti (un seul déplacement a été effectué au tout début du projet, avant le *peyi lok*) ; ceci ne s'est pas avéré possible. Par contre, le projet a dépassé la section de cet objectif en ce qui concerne la formation de chercheur-es en territoire haïtien et la sensibilisation du public haïtien et étranger.

- *Appuyer la production et la diffusion de recherches, de documentation et de données scientifiques novatrices sur les droits des femmes et sur les violences faites aux femmes et aux filles en Haïti. Appuyer le développement et la pérennisation de savoirs universitaires dans ces domaines de même que la production d'ouvrages, et de données scientifiques, le cas échéant.* Cet objectif a été dépassé, grâce à *l'Espace documentaire sur le genre et les droits des femmes haïtiennes* (voir plus bas). Il a aussi permis de mobiliser de jeunes chercheuses ainsi que des chercheuses plus expérimentées à produire des textes d'analyses originaux publiés sur le site. Enfin, trois recherches-terrain originales ont été produites par des organisations de la société civile (nos bénéficiaires), et ce, sur les sujets suivants : (1) les modalités d'intervention en violence faite aux femmes; (2) les domestiques; (3) les violences gynécologiques.

- *Créer et alimenter un centre de référence et un fonds de documentation sur les droits des femmes haïtiennes et sur la lutte contre les violences qu'elles subissent, afin de rendre largement disponibles cette documentation scientifique et professionnelle et de fournir aux acteurs concernés des données pouvant alimenter la création et la mise en œuvre de programmes et politiques publiques à cet effet.*

Cet objectif spécifique a été très largement dépassé. Le fonds de documentation comprend beaucoup plus de références que prévu (environ 1700 références) dont les thèmes dépassent largement celui de la violence faite aux femmes prévu initialement. Un lieu physique a même été identifié : il offre un ordinateur pour consultation sur place du fonds documentaire.

EXÉCUTION ET GESTION DU PROJET

L'objectif général du projet, celui de « renforcer et pérenniser la recherche, l'intervention et le plaidoyer en matière de droits des femmes en Haïti, plus particulièrement en violence faite aux femmes, par le biais de la recherche et de la documentation », a été largement atteint et même dépassé. Il a en effet permis, tel que prévu, d'appuyer la production et la diffusion de recherches, de documentation et de données scientifiques sur les droits des femmes et sur les VFF en Haïti. Il a également permis de sensibiliser le public haïtien et étranger, de contribuer à la formation d'intervenant/es et de chercheur/es en territoire haïtien. Par le biais de la recherche et de la documentation, il a permis et permettra à l'avenir d'appuyer les interventions et plaidoyers des organisations de la société civile haïtienne et des dispositifs publics en matière de droits des femmes et de lutte contre les violences. Pour ce faire, il a créé un fonds documentaire numérique accessible gratuitement sur Web portant sur le genre et les droits des femmes (littérature grise, littérature scientifique, documents officiels, textes féministes, thèses, mémoires, vidéos, podcast, émissions de radio). Et pour ceci, un site web a été créé, abritant le fonds documentaire ainsi que d'autres éléments d'information générés par l'équipe ainsi que ses partenaires.

La recherche

La recherche fondamentale

Objectifs de la recherche

L'objectif de cette recherche était d'étudier les retombées de l'intervention humanitaire dans le champ des droits des femmes en Haïti et de la violence après le retrait de ces contingents. Elle visait une meilleure connaissance et une meilleure prise en compte des savoirs et, par conséquent, une amélioration des interventions en violence des organisations haïtiennes. Elle devait aussi permettre de saisir la nature des tensions entre acteurs nationaux et internationaux intervenant en Haïti dans ce domaine ainsi que la gamme des situations et des représentations qui en seraient à l'origine. Au moment où l'aide internationale a diminué, aide dont les organisations de femmes haïtiennes dépendent, et au moment où l'économie haïtienne s'affaiblit, comment se structure, le cas échéant, les rapports entre les intervenantes haïtiennes, leurs bailleurs de fonds, les gestionnaires internationaux du développement, les ONGI et autres acteurs internationaux ? Comment s'entrecroisent ou se choquent les objectifs des acteurs internationaux axés sur une gestion rationnelle et les plaidoyers politiques des organisations de femmes haïtiennes ? L'épistémologie féministe post- et dé-coloniale (Masson, 2016; Mohanty, 2003), l'école de l'injustice épistémique (Fricker, 2007) ainsi

que l'épistémologie de l'ignorance (Mills, 2007; Sullivan et Tana, 2007) permettent de faire ressortir les mécanismes d'infériorisation de l'intervention proprement haïtienne aux yeux des acteurs internationaux. Comment cette vision de la supériorité des expériences occidentales structure-t-elle l'intervention en violence faite aux femmes des acteurs étrangers en Haïti ? Pourquoi les organisations de femmes haïtiennes doivent-elles toujours lutter pour la reconnaissance de leurs savoirs et de leurs interventions ? Cette recherche met en lumière les processus d'oblitération des savoirs des organisations haïtiennes ainsi que les processus d'accès privilégié aux positions d'autorité épistémique, politique et sociale (Alcoff, 1991) de la communauté internationale en Haïti.

Méthodologie et déroulement de la recherche

Les discours, politiques, programmes et projets d'intervention en matière de VFF de divers acteurs collectifs présents en Haïti ont été documentés et analysés selon une démarche compréhensive. Les lieux, les acteurs et les situations offrant l'opportunité de recueillir des données pertinentes par rapport au phénomène à l'étude (Yin, 2013) ont été sollicités. L'échantillon a donc été intentionnel, construit au fur et à mesure que l'analyse s'est développée, selon certaines lignes directrices choisies et prenant en compte la situation sécuritaire dégradée. Les répondant-es ont été sélectionné-es selon les besoins théoriques de la recherche et cet échantillon a évolué en fonction de sa capacité à faire émerger une diversité de situations. La saturation des informations recueillies a déterminé le nombre exact de répondant-es, conjuguée à la situation sécuritaire tant pour les répondant-es que pour les chercheur-es. Des grilles ont été produites pour ces entretiens ainsi que pour l'analyse de la documentation. Le matériel documentaire pertinent disponible a été recueilli auprès des acteurs-trices intervenant en VFF sur le territoire haïtien. Il s'est agi d'analyses de la situation des femmes, de la violence faite aux femmes en Haïti, de politiques, programmes. Les entretiens ont été menés auprès d'informatrices-cléf d'organisations nationales de femmes reconnues. Leurs méthodes d'intervention en milieu urbain et en milieu rural ont été documentées. Quels outils d'intervention ont été privilégiés ? Comment ces organisations sont-elles intervenues en matière de sécurité, de santé, de justice, de soutien psycho-social auprès des femmes victimes ? Comment ont-elles accompagné et soutenu les femmes victimes ? Ont aussi été abordés leur structure organisationnelle, leurs partenariats nationaux et internationaux (bailleurs de fonds, alliés dans le développement de politiques nationales ou d'interventions), ainsi que leurs stratégies. L'analyse des données recueillies s'est effectuée par le biais de méthodes classiques de l'analyse de contenu dans le contexte d'une étude de cas inspirée d'une approche ethno-méthodologique. Des grilles de codification ont été construites à l'aide du logiciel N-VIVO selon les thèmes émergeant du contenu du matériel. Ceci a permis d'adapter l'analyse aux réalités du terrain et de prendre en compte la complexité que ses aspects méconnus. Une procédure de triangulation a été utilisée de manière à mettre en rapport les matériaux recueillis chez les différents acteurs. Des inférences théoriques (et non empiriques) ont été dressées à partir du matériel recueilli.

Environ 30 entretiens informateurs-clé. Impossible de tenir des focus-groups à cause soit de l'absence de possibilité de déplacement, de l'insécurité sur les routes et dans les rues, l'attention portée principalement à la survie, les déplacements des individus de leur domicile.

Difficultés du terrain à cause de l'insécurité, expérimentation de méthodes de recrutement et d'entrevues à distance qui complexifient le travail de collecte de données.

Résultats

Deux chapitres de livre ont été publiés :

- ✓ « La double crise haïtienne : intervention des groupes féministes », dans Danièle Maltais, Jacques Caillouette, Josée Grenier, Roxanne Guay, *Pratiques d'intervention et pandémie*, Québec, Presses de l'Université du Québec, 2022, pp.274-286
- ✓ « Contemporary Feminist Struggles in Haiti: Against Neo-colonialism, NGO-ization and State De-responsabilization », dans Simone Bohn et Charmain Lévy, *21st Century Feminism: Women's Movements Across Latin America*, Montréal, McGill-Queen's University Press, 2021, pp. 48-71.

Un article a été soumis :

- ✓ « Comprendre de l'intérieur : appréhender le discours féministe sur les séquelles l'intervention humanitaire en Haïti », *Recherches qualitatives*.

Deux articles sont en fin de rédaction pour soumission prochaine aux revues scientifiques suivantes :

- ✓ *Nouvelles questions féministes* (Lausanne) – (commande) ;
- ✓ *Journal of Haitian Studies* (Santa Barbara, Californie) – (soumission).

Les recherches des sous-bénéficiaires

Trois recherches-terrain ont aussi été complétées par des organisations partenaires du secteur démocratique de la société civile : [Kay Fanm](#), la [SOFA](#) et le [CRESFED](#). Les rapports de ces recherches terrain ont été remis et leur diffusion se fera dès que la situation sécuritaire le permettra. Voici un court résumé de ces recherches.

- ✓ *Savoirs-faire en intervention féministe des violences exercées sur les femmes.*

Cette recherche a été prise en charge par l'organisation féministe *Solidarite fanm ayisyèn (SOFA)* dont le siège social est situé à Port-au-Prince et qui réunit des femmes paysannes, de quartiers populaires et des femmes professionnelles ou universitaires. La SOFA intervient autour des thèmes de la santé, de la féminisation de la pauvreté, de la violence et de la participation politique des femmes. Elle possède 21 centres de jour, les *Sant Douvanjou*, répartis sur sept départements, qui, entre autres, reçoivent et accompagnent les femmes et filles victimes de violence. Cette recherche menée par la SOFA dans le cadre du projet 108818 a porté plus particulièrement sur la prise en charge des femmes victimes de violence. Dans ce domaine, les interventions ont vu le jour dès le début du XXe siècle, portées par l'Union Patriotique et la Ligue Féminine d'Action Sociale et c'est grâce à leurs plaidoyers et à ceux des organisations féministes qui leur ont succédé que la violence faite aux femmes a été reconnue en Haïti. Il reste néanmoins que ces actions ainsi que les pratiques d'intervention des organisations féministes haïtiennes ont été largement sous-estimées. La recherche de la SOFA avait donc pour but de faire le point sur ces interventions, ceci étant rendu nécessaire par l'évolution rapide de la situation socio-politique, les urgences humanitaires répétées (séismes et ouragans) et la présence de gangs armés sur le territoire. Cette étude a permis de faire le point sur les déterminants des violences sexistes et sexuelles, sur le renouveau des cadres d'expression des violences faites aux femmes dans la société haïtienne et sur les réponses fournies par les associations

haïtiennes, en particulier de la SOFA. L'étude s'est déroulée sur cinq (5) départements : Le Nord, le Sud-Est, le Sud, la Grand Anse et l'Ouest. Elle a été dirigée par une militante de la première heure, Marie-Frantz Joachim, appuyée par l'équipe de la SOFA à Port-au-Prince et dans les *Sant Douvanjou*. Cette équipe a effectué une analyse d'archives, des observations directes ainsi que des entretiens collectifs et individuels en milieu urbain et rural, avec des dirigeantes d'organisations, des survivantes de violences sexistes et sexuelles et des femmes politiques ayant soutenu les plaidoyers des organisations féministes. Ceci a permis mieux apprécier le rapport à l'autre construit par l'interaction entre les intervenantes et les survivantes ainsi que le degré satisfaction de ces dernières. La démarche de recherche a aussi permis d'apprécier le décalage entre le discours véhiculé par la SOFA et les pratiques de services et, enfin, de disposer d'informations susceptibles d'offrir à la SOFA une réelle capacité prospective. Outre l'analyse produite sur d'anciennes et de nouvelles formes de violence faite aux femmes, dont la violence induite par les gangs armés et la cyberviolence, cette recherche a aussi permis de dégager plusieurs pistes d'action prometteuses tant au niveau micro que macrosocial. En voici quelques-unes à titre d'exemple : (1) combiner tous les types d'activités de plaidoyer incluant le lobbying ; (2) inclure la problématique de la sécurité dans les revendications, même dans les périodes de paix; (3) diversifier les canaux de communication en exploitant la communication digitale; (4) adopter une stratégie de communication multicanal en lançant par exemple des campagnes d'éducation et de sensibilisation sur la toile pour encourager cette nouvelle génération à dénoncer leurs agresseurs.

✓ *Violence institutionnelle obstétricale dans les soins maternels en Haïti.*

Cette recherche a porté sur la violation des droits reproductifs des femmes autour de l'accouchement. Apparu au début des années 2000, le concept de violence obstétricale fait l'objet depuis d'analyses et d'interventions tant en Occident que dans les pays du Sud global. Le Venezuela (2007), l'Argentine (2009), le Mexique (2014) et l'Uruguay (2017) ont d'ailleurs fait figure de pionniers en introduisant ce concept dans leurs lois organiques sur le droit des femmes à une vie sans violence. En Haïti comme ailleurs, ce type de violence dans les services de santé reproductive est tellement normalisée qu'elle fait partie en quelque sorte des pratiques routinières. Identifier la nature et les caractéristiques de cette violence devient, dans ce contexte, très important. Cette étape est en effet nécessaire pour demander par la suite la mise en place de lois, décrets et politiques publiques qui protègent les femmes haïtiennes de ce type de violence. Cette recherche a été menée par le *Centre de Recherche et de Formation Économique et Sociale pour le Développement (CRESFED)*. Cette organisation non-gouvernementale autonome se dédie à la démocratisation de la société haïtienne à travers la formation, l'appui aux dynamiques communautaires, la recherche et la publication. Forte de ce mandat et de son expérience en matière de d'analyse du fonctionnement de structures locales, sectorielles et globales de la vie économique et sociale du pays, le CRESFED a confié la responsabilité de la recherche terrain à sa directrice, Tania Pierre-Charles, médecin et doctorante en études féministes. Secondée par Thamara Labossière et Vanessa Benjamin, elles devaient tenter d'identifier et d'analyser les facteurs déclencheurs de ces violences obstétricales. Pour ceci, elles ont cerné les actions ou omissions affectant le corps et le processus reproductif des femmes, réalisées par le personnel de santé de façon

directe et indirecte. Elles ont répertorié des actes négligents, imprudents, discriminatoires et irrespectueux pratiqués par des professionnel·les de santé. Elles ont ainsi pu dégager les principales caractéristiques de la violence obstétricale en Haïti à partir d'une perspective de droits humains. Suite à l'évaluation de certains établissements de santé et des conditions hospitalières générales ayant cours dans le réseau public haïtien, elles ont mené des entrevues de personnes clés de services de santé gynéco-obstétricales ainsi que des entretiens et focus group de femmes utilisant les services de santé materno-infantile d'établissements sanitaires sélectionnés. De plus, elles ont effectué des observations non participantes dans des services de soins gynéco-obstétriques. La situation sécuritaire empêchant les déplacements au cœur de la capitale, l'étude a été dû être déplacée vers l'hôpital St-Michel de Jacmel. Construit grâce à la technique de boule de neige, l'échantillon intentionnel constitué a permis de rassembler un matériau riche et varié, tant à travers l'observation directe que les entretiens individuels et collectifs de professionnel·les et de parturientes. Ont été identifiés différents types de violence : (1) financière (aucune intervention sans paiement préalable); (2) liée aux manque de services de base (panne d'électricité pendant une épisiotomie); (3) liée l'absence de consentement et surmédicalisation (aucune explication donnée aux parturientes des interventions qu'elles subissent); (4) liée à de mauvais traitements à travers des gestes, attitudes ou paroles (arrogance, infantilisation, colère des intervenantes) ; (5) liée à des menaces ou de la culpabilisation (pour s'assurer la conformité de la parturiente aux instructions); (6) liée à de la négligence (absence de médecin et même d'infirmière lors de l'accouchement). Elles ont même pu identifier des cas de violences physiques directes (taper la parturiente pour qu'elle pousse).

✓ *Enquête sur le travail domestique salarié en Haïti*

Le travail domestique salarié représente un secteur d'activité important pour les femmes pauvres. En effet, la plupart des familles font appel à ces travailleuses pour des services divers (*care*, entretien, repas) et ce, dans des conditions variables liées à la situation socioéconomique des familles concernées. En raison de la division sexuelle du travail, le recrutement et la supervision des travailleuses incombe aux femmes ayant la fonction de maîtresse de maison. Les revendications spécifiques de cette catégorie de travailleuses ne sont pas audibles et elles ne sont pas organisées. Suite aux plaidoyers d'organisations féministes, une loi minimale sur le travail domestique a été adoptée en 2009. A date, cette loi n'a toujours pas été promulguée, ce qui implique que l'on ne peut s'en prévaloir. Et l'absence de cadre légal, cela implique qu'il n'y a pas d'obligation et aucun suivi n'est opéré par rapport à l'application de mesures pourtant édictées depuis sur la fixation des salaires. Ce faisant, les conditions de travail restent et demeurent déterminées par le bon vouloir

de l'employeur.e et les revendications des travailleuses domestiques continuent à être inaudibles. L'enquête visait à établir une meilleure connaissance de la situation actuelle des travailleuses domestiques salariées. Plus précisément, à identifier et analyser le vécu et les conditions de travail de ces travailleuses domestiques et leurs vécus ; à approfondir nos connaissances sur ces travailleuses ainsi que sur les mesures préconisées en leur faveur ; identifier les difficultés rencontrées par ces travailleuses à faire entendre leurs revendications et à s'organiser ; permettre de structurer un plaidoyer en faveur des droits de ces travailleuses à partir de ces informations. Cette enquête a été confiée à Kay Fanm, centre d'hébergement, d'accompagnement et de plaidoyer sur les droits des femmes en général, se spécialisant particulièrement sur la violence faite aux femmes. La sociologue et militante féministe Danièle Magloire en a assuré la direction et s'est entourée d'un personnel formé aux enquêtes-terrain qualitatives. Suite à une recherche documentaire, des entrevues ont été menées avec des informatrice-teurs clés du Ministère des Affaires sociales et du travail (MAST), notamment de la Commission des salaires ; du Ministère à la Condition féminine et aux droits des femmes (MCFDF); de professionnel·les travaillant en protection sociale (de juristes entre d'autres). Puis, des entrevues individuelles et collectives en profondeur ont été menées avec des travailleuses domestiques. Des entrevues individuelles ont aussi été menées avec des employeuses. Le portrait tiré de ces entrevues est plutôt sombre. En effet, les perturbations causées par les gangs armés à Port-au-Prince et dans le Plateau central ont eu de nombreuses conséquences sur ces travailleuses domestiques. Les déplacements internes sont légion : de nombreuses travailleuses se sont vues contraintes à quitter leur domicile pour rejoindre leur province natale, ou encore un endroit public (école, place publique) ; dans plusieurs cas, ce sont les familles de leurs employeurs qui ont dû quitter leur résidence pour se réfugier auprès de parents ou encore à l'étranger (par le biais du *programme Biden* en particulier), leur faisant perdre leur source de revenu. Les pénuries d'essence et d'électricité, l'inflation, la dévaluation de la gourde, la difficulté de déplacement vers les résidences des employeurs sont autant de facteurs qui affectent leurs conditions de travail. Leurs enfants se retrouvent orphelins dans bien des cas, car ils ne peuvent plus fréquenter les écoles publiques qui servent désormais de refuge aux habitants des quartiers évacués de force par les gangs. Enfin, les organisations humanitaires ont peine à intervenir et le gouvernement haïtien reste largement immobile aux niveaux législatif, réglementaire ainsi qu'en matière d'intervention. Bref, la situation des travailleuses domestiques s'est largement détériorée. Ceci renforce la nécessité d'un plaidoyer en leur faveur.

MOUKA

Un espace documentaire ([MOUKA](#)) a été créé dans le cadre de ce projet. Il recueille la documentation disponible sur le genre et les droits des femmes haïtiennes. MOUKA comprend actuellement environ 1700 références. Ce travail de recension ainsi que la collaboration avec les consultantes et les sous-bénéficiaires nous ont permis de créer une bibliothèque variée, regroupant

des articles, des livres, des documents informatifs, des thèses, des lois, des rapports, des vidéos et des podcast ou fds émissions de radio.

La recension de la documentation

L'objectif de cette recension était de rassembler toute la documentation disponible sur ce thème et permettant de refléter l'état actuel des connaissances. Plus d'une cinquantaine de bases de données électroniques francophones et anglophones ont ainsi été mobilisées au cours du processus de recension. Des membres de l'équipe se sont aussi déplacées au CIDIHCA (Centre international de documentation et d'information haïtienne, caribéenne et afro-canadienne) qui possède de nombreuses ressources sur ce sujet, de même qu'au CDEACF (Centre de documentation sur l'éducation des adultes et la condition féminine).

À ce titre, approximativement 2500 heures de recherche bibliographique ont été requises au 22 mars 2023 pour colliger ces entrées, et ce, grâce au travail effectué par l'équipe canadienne du projet en association avec les collaborateur·trices et sous-bénéficiaires haïtiennes.

- ✓ En parallèle à ce travail, des mots-clé ont été identifiés afin de faciliter la recherche sur le site. Ils ont été traduits en anglais et en créole suite à l'avis de traductrices et d'expertes.
- ✓ Afin d'uniformiser la base de données, de vérifier et d'éliminer les erreurs qui se seraient glissées, l'équipe a dû reprendre une à une les informations de chaque entrée (titre, nom d'auteur·e, URL, maison d'édition etc.). En effet, chaque référence apparaît dans un format identique, et cela inclut la ponctuation et les barres obliques. Deux vérifications ont ainsi été nécessaires : la disparité des modes bibliographiques de diverses sources ainsi que l'automatisation du transfert de certaines données ayant inséré des nombreuses erreurs. Nous avons donc dû mettre en place un processus complexe et précis afin de fluidifier la communication entre les membres de l'équipe de recension. Ce travail d'uniformisation des données est toujours en cours. Ce travail minutieux de longue haleine nous a permis de proposer un contenu de qualité.
- ✓ Notre objectif était de proposer une base de données accessible et gratuite donnant accès dans la mesure du possible à des documents complets. Ceci a nécessité la mise en place d'un processus d'obtention du droit de rediffusion pour chacune des références. Cette étape nécessaire, que nous ignorions au départ, a été à la fois longue et énergivore.
 - ❖ Les droits d'auteur étant un droit précis nécessitant des connaissances spécifiques, nous avons dû former l'équipe et développer des protocoles en effectuant de nombreuses recherches et en entrant en contact avec avocats et autres spécialistes de la question. Certains de ces dossiers sont d'ailleurs toujours ouverts.
 - ❖ Un formulaire d'autorisation a dû être signé par chaque ayant droit. Ceci a nécessité un travail exhaustif de recherche des coordonnées de chacun de ceux·celles-ci de même qu'une compréhension des engagements ou procédures de rediffusion. Par la suite, un formulaire personnalisé a dû être rédigé et envoyé par courriel à la personne détentrice des droits de reproduction. Comme on peut l'imaginer, cette étape a nécessité un lourd travail de gestion et d'archivage.
 - ❖ De plus, environ 50 courriels ont été envoyés à des maisons d'édition pour obtenir le droit de rediffuser les couvertures et hyperliens de leurs livres recensés sur notre site.

- ❖ En résumé, l'équipe est entrée en contact avec plus de 800 personnes et a envoyé plus de 1250 courriels et formulaires. À ce jour, nous avons reçu plus de 700 autorisations de rediffusion et 80 refus.
- ✓ Afin de produire de l'intérêt chez les internautes de MOUKA, nous avons choisi de mettre en lumière plusieurs écrits recensés par le biais de la rédaction de résumés et ce, lorsque le texte intégral n'offrait pas déjà de résumé. Ceci afin de permettre à l'internaute de se saisir rapidement du contenu des textes référés. Plus de 170 résumés ont ainsi été rédigés en français et en anglais.
- ✓ Afin de permettre au public francophone un meilleur accès au contenu scientifique anglophone, l'équipe a aussi traduit vers le français tous les résumés en anglais rédigés par les auteur·es (375). Les internautes pourront ainsi rechercher des mots-clés en français, avoir accès à la littérature en anglais et prendre connaissance à travers le résumé traduit en français des idées principales d'un texte, même si leur connaissance de l'anglais est limitée. Ce travail de traduction a également nécessité un travail de relecture et de correction linguistique en français et en anglais.
- ✓ L'équipe a également rédigé environ 200 résumés courts destinés à promouvoir certaines entrées sur la page d'accueil du site.
- ✓ Une soixantaine de chercheuses et d'auteurs ayant produit des textes non encore recensés.
- ✓ Nous avons aussi contacté des militantes et chercheuses ayant accès ou ayant produit des ouvrages relatifs à notre thème mais disponibles uniquement en format papier. Ceci a entraîné un travail important de numérisation qui a, à son tour, nécessité des compétences spécifiques pour obtenir un résultat de qualité. Une soixantaine de documents aujourd'hui difficiles d'accès et indisponibles en ligne ont ainsi été numérisés.

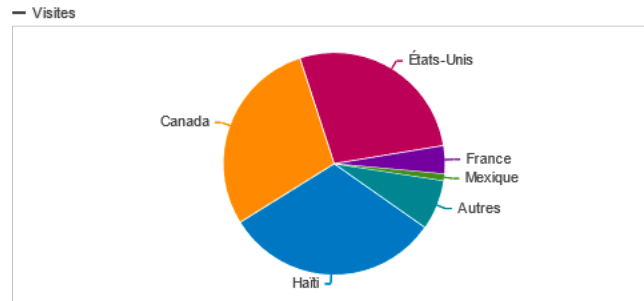
La création du site web

Cette étape a nécessité plus d'un an de travail, de nombreux échanges et réflexions sur la conception, la programmation et le design du site. En effet, un tel site web bibliographique s'est avéré complexe à concevoir.

- ✓ Suite à une recherche approfondie des expertises disponibles, nous avons développé la structure du site avec l'aide d'une coopérative spécialisée en programmation de bases de données. Grâce à cette collaboration, les principes de navigation, le contenu, les pages et les services offerts sur le site Internet ont pu être mis en place.
- ✓ La formation de l'équipe s'est avérée indispensable afin qu'elle saisisse le langage informatique, le codage ainsi que le fonctionnement d'un tel site. Un effort soutenu a été dédié au moteur de recherche, ce qui a nécessité un travail de plusieurs mois afin de développer un moteur efficace et ludique. Les tests des versions bêta du site ont aussi exigé une attention particulière. La conception graphique du site du site ainsi que les illustrations originales ont été confiées à des artistes haïtien·nes reconnu·es.

La diffusion de MOUKA

Le site web de MOUKA a connu un franc succès. Les données des deux tableaux suivants sont celles des 7 semaines suivant son lancement.



Pays	Visites	Actions	Nb max d'actions par visite	Temps total passé (en secondes)	Rebonds	Visites uniques par jour
Haïti	484	1531	62	131166	273	406
Canada	444	1470	61	104513	227	357
États-Unis	422	704	42	26944	343	411
France	63	280	109	23292	34	59
Mexique	15	36	13	3893	9	13
Total	1428					

Une large diffusion de l'information concernant le site Mouka (www.mouka.ht) a été effectuée, accompagnant le lancement du site le 8 mars 2023. On compte déjà plus de 500 abonnés des réseaux sociaux de MOUKA. Sa page Facebook accueillait au moment de la fin du projet subventionné 127 abonnés d'Haïti et du Canada, 685 visites (voir Annexe 1). Sa page Instagram comptait 56 abonnés et LinkedIn, 169 engagements.

On constate donc que le lancement du site le 8 mars dernier a rejoint un public important en Haïti, aux États-Unis et au Canada. Précédé d'une publicité en ligne sur les média sociaux (Twitter, LinkedIn, Facebook, Instagram) et sur Internet, ce lancement a accueilli 5 conférencières, dans une programmation conjointe en direct de Gatineau, Montréal et Port-au-Prince.

De plus, l'intérêt pour MOUKA est tel dans les cercles de la recherche féministe francophone que la revue *Nouvelles Questions Féministes*, une des deux grandes revues européennes, basée en Suisse, nous a offert une page de publicité gratuite dans son prochain numéro. D'autres annonces paraîtront aussi sous peu dans *Recherches féministes* et dans *Les Cahiers du Genre*.

Quelques aspects administratifs

Voici quelques éléments supplémentaires soulevés dans le guide du CRDI :

- ✓ L'axe disciplinaire de cette recherche est celui des études et la recherche féministes, avec un accent particulier pour les sciences humaines et sociales.
- ✓ En matière de sexo-spécificité, toutes les personnes ayant travaillé sur le projet, de façon rémunérée ou bénévole, ont été des femmes, sauf trois (hommes). Aucune de s'identifiait comme non genrée ou transgenre.
- ✓ Tous les bénéficiaires mentionnés au début du projet ont participé de façon constante et soutenue à l'atteinte de ses objectifs (les 4 recherches et l'Espace documentaire MOUKA). Ils ont contribué à toutes les étapes du projet : à la définition de l'idée proposée au CRDI pour financement, à la conception et à l'exécution du projet, à l'examen des résultats et à leur

utilisation. En outre, de nouveaux bénéficiaires du projet se sont ajoutés au cours de la mise en œuvre du projet.

- ✓ Les partenariats avec d'autres chercheuses ont servi, entre autres, en ce qui a trait aux chercheuses haïtiennes, à la production du contenu du site MOUKA, à assurer son adéquation pour le public haïtien, et à la diffusion du site. En ce qui a trait aux chercheuses canadiennes, elles ont grandement contribué à la diffusion du site dans les universités de la Francophonie. Ces partenariats sont multiples, de différentes natures et intensité; pour cette raison, il n'est pas opportun d'en faire une liste exhaustive.
- ✓ La collaboration avec l'Université du Québec en Outaouais a été excellente. Un bémol cependant, et il s'agit d'un bémol important pour l'exécution de ce projet. Il s'agit de l'absence de ressources humaine spécialisées en gestion dédiées au projet. En effet, dans une université, les professeur-es sont individuellement responsables de la gestion des projets pour lesquels ils-elles ont reçu une subvention (donc, en plus des aspects de dotation, de formation et de supervision, de nombreux aspects administratifs tels les demandes d'embauche, les réclamations de dépenses, les contrats avec les sous-traitants, etc.). Dans le cas de ce projet, les incertitudes du terrain, la taille du budget et la multiplication du nombre d'étudiant-es embauché-es a représenté une surcharge importante pour la chercheuse principale. Cela dit, le fait que le projet ait été administré à l'UQO a tout de même représenté un gage de sa menée à terme, de nombreux projets ayant été interrompus en Haïti pendant cette période.
- ✓ Les ressources humaines (dotation, roulement et autres) : le projet prévoyait l'embauche de consultantes haïtiennes expertes dans le domaine de l'égalité femmes-hommes et des VFF. Or celles-ci se sont avérées beaucoup moins disponibles que prévu à cause de la situation de crise (pénuries d'électricité, d'essence, d'Internet et même de communications cellulaires; déplacements forcés des consultantes sur le territoire et à l'étranger; difficultés d'approvisionnement et difficulté à travailler de façon générale). Nous avons dû compenser en embauchant, grâce à des subventions canadiennes pour l'emploi, plusieurs étudiantes de premier cycle. Ceci a alourdi considérablement les tâches de dotation, de formation et d'encadrement assumées par la chercheuse principale.
- ✓ Le calendrier d'exécution du projet : le calendrier a été prolongé de 2 ans, eu égard à la crise haïtienne. Nous sommes très reconnaissantes de la compréhension et de la souplesse dont a fait preuve le CRDI. Cela dit, le succès de ce projet a nécessité des ajustements constants de calendrier, au gré des événements en Haïti ainsi que des rythmes propres au calendrier universitaire.
- ✓ Le soutien technique et l'administration du projet par le CRDI a été excellent. Un seul détail mérite cependant d'être souligné. Il s'agit du transfert du projet au sein de l'équipe du CRDI, du secteur « femmes » au secteur « santé » : la chercheuse principale n'a plus eu accès à partir de ce moment aux connaissances spécialisées du CRDI dans le champ de l'égalité femmes-hommes.

LE RENFORCEMENT DES CAPACITÉS

Grâce à ce fonds bibliographique accessible gratuitement, ce projet a permis le renforcement des capacités plusieurs scientifiques ou étudiant-es travaillant sur la question des femmes et des VFF en Haïti. Il a aussi permis et permettra à l'avenir l'accès à de meilleures connaissances aux décideur-es nationaux et internationaux. Il renforcera à long terme des capacités des intervenants locaux et étrangers issus pour la plupart d'ONG et d'associations de la société civile.

D'autre part, voici les étudiant-es de cycles supérieurs et post-doctorant-es dont les capacités ont pu être renforcées à travers ce projet :

[Redacted text block]

De plus, les capacités de recherche d'étudiant-es de premier cycle ont été renforcées.

[Redacted text block]

Voici la liste des leaders et chefs de file émergents qui ont été appuyés par ce projet.

[Redacted text block]

De plus, des associations ont été directement renforcées à travers ce projet.

- ✓ CRESFED : Cette association a pu mener une recherche sur les violences obstétricales en Haïti. Il s'agit du premier organisme à avoir mené une telle recherche dans la Caraïbe. Spécialisé dans le domaine de la recherche et de la formation au développement équitable, il a renforcé ses expertises en droits des femmes à travers sa contribution à MOUKA.
- ✓ SOFA : Cette association a pu mettre à jour les données disponibles et sur les interventions en matière de VFF en Haïti. Elle dispose donc maintenant de données probantes nécessaires aux plaidoyers qu'elle continue à faire sur cette question. De plus, elle a consolidé ses expertises, déjà reconnues, à travers sa contribution à MOUKA et à la mise en ligne de documentation sur les droits des femmes.
- ✓ Kay Fanm : Cette association a mené une recherche originale sur le travail domestique rémunéré en Haïti. Aucune recherche n'existe présentement sur ce sujet. En produisant des

données probantes à cet effet, elle pourra, de concert avec des partenaires, élaborer des plaidoyers en vue d'améliorer le sort de ces travailleuses et défendre leurs droits. De plus, elle renforcera ses expertises déjà reconnues à travers sa contribution à MOUKA et à la mise en ligne de documentation sur les droits des femmes.

L'IMPACT

La grave crise politique et sécuritaire qui a sévi en Haïti tout au long du projet a bien entendu nécessité des ajustements constants du projet. Il a néanmoins connu un vif succès grâce aux recherches menées ainsi qu'à la création de la bibliographie électronique MOUKA. Il a par contre dû mettre de côté l'idée de contribuer directement à la consolidation organisationnelle d'organisations féministes prévue au départ, de même qu'aux activités des organisations féministes partenaires car celles-ci n'ont pas été tenues. Pendant cette période, ces organisations se sont en effet limitées à des activités de sauvegarde, de sécurisation et d'accueil des femmes victimes. Sans gouvernement fonctionnel au niveau national, la capitale et plusieurs régions du pays se sont, comme on le sait, retrouvées sous le contrôle de gangs armés et une guerre déchaînée par ces groupes criminels : impossible dans ces circonstances pour les organisations féministes de développer des activités de plaidoyer, de formation et de sensibilisation, d'autant plus que le financement des ONGI se s'est étiolé. On comprend ainsi qu'il s'est avéré impossible pour le projet d'appuyer ces organisations dans leurs activités de plaidoyer, de structuration organisationnelle et dans la remise sur pied de l'offre de services de la Concertation nationale contre les violences faites aux femmes (CNVF).

Ceci a permis au projet de faire face au degré de difficulté beaucoup plus élevé que prévu de la recherche fondamentale, de la recherche communautaire (prise en charge par nos partenaires des organisations féministes) du développement de l'outil bibliographique MOUKA. Citons à titre d'exemple la difficulté de compléter les entrevues individuelles vu le danger lié aux déplacements sur le territoire haïtien, les pannes d'électricité, d'Internet, de réseau cellulaire, le difficile accès au carburant et aux transports publics. Ou, encore, l'impossibilité pour la chercheuse principale de se rendre sur place en Haïti ; l'impossibilité de recruter des assistants de recherche en Haïti et la formation additionnelle rendue nécessaire par l'embauche d'assistantes de recherche québécoises ne connaissant pas Haïti.

Les réactions ont été nombreuses et très positives. C'est ainsi que nous avons placé deux chapitres de livre, et une commande d'article scientifique dans une des deux revues scientifiques les plus reconnues du monde de la recherche féministe francophone. Nous finalisons présentement la rédaction de deux articles qui seront soumis sous peu et qui sont co-écrits par deux doctorants ayant participé au projet. Un projet de livre est aussi prévu. Des demandes de subvention sont planifiées pour faire une suite à la recherche et pérenniser l'espace documentaire MOUKA.

Cet espace documentaire a connu un succès d'estime aussi bien en Haïti qu'au Canada et aux États-Unis. En voici trois exemples :

- ✓ <https://x.com/wideanie/status/1705658732493857164?s=48&t=M2ui0pAtcjoUQ8w4AH7lqg>
- ✓ *Biffé informations nominatives*
- ✓ *Biffé informations nominatives*

Ainsi, plusieurs ONG et associations francophones se sont intéressées à MOUKA. Citons à titre d'exemple l'AQOCI ou la Maison d'Haïti. De nombreux milieux universitaires francophones canadiens intéressés Haïti, de même que des Centres de recherche sur Haïti et Caraïbes au Canada, en France, et aux États-Unis se sont aussi saisis de l'espace documentaire. À titre d'exemple, citons :



De plus, des suivis sont prévus cet automne sous forme de conférences et de publicité diverses.

RECOMMANDATIONS

Il s'avère important continuer à investir dans le domaine de l'égalité de genre et dans l'intervention en matière de VFF en Haïti, et ce, malgré et même eu égard à la situation d'insécurité. Il est nécessaire de soutenir le secteur démocratique et les groupes féministes haïtiens de même que les chercheuses émergentes.

Ce projet de 2^e e 3^e lignes contribue à assurer une meilleure participation politique, de meilleures conditions de vie, une meilleure sécurité, une meilleure santé pour les femmes haïtiennes, et, ultimement, le développement de la République d'Haïti. Il n'aurait pu être mené à terme sans l'appui constant du CRDI et sans sa flexibilité, notamment face aux difficultés logistiques créées par la situation de crise en Haïti.

Ce projet a par ailleurs généré un important travail de gestion. Or les administrations universitaires ne prennent pas en charge plusieurs éléments de ce travail pourtant nécessaires à un projet de cette envergure ; ces éléments sont plutôt confiés à la chercheuse principale qui, dans le cas qui nous concerne, a dû les assumer personnellement, en surplus de tâches. Il s'agit, entre autres, de : le recrutement et l'engagement du personnel; la gestion de contrats à temps partiel; la supervision du travail des assistant-es à temps partiel qui sont nécessairement plus nombreux (l'université impose une limite d'heures aux assistants inscrits à un programme d'études) ; la gestion budgétaire quotidienne ; la formation de ces assistant-es de recherche ; la coordination quotidienne d'une équipe multi-localisée ; la rédaction de rapports ; les suivis, les révisions périodiques ainsi que la recherche de financement. Ces tâches ont été complexifiées ici par l'impossibilité pour la chercheuse principale de se rendre en Haïti ainsi que par les exigences propres à un site bibliographique informatisé (rien ne sert de lancer un tel site s'il n'est pas maintenu à jour régulièrement). Il serait opportun de prévoir à l'avenir, en particulier dans de telles circonstances et à même le budget du projet, un personnel spécifiquement dédié à la gestion des tâches de gestion de projet non prises en charge par l'université, afin que la chercheuse principale puisse se consacrer principalement à son rôle de direction scientifique, et ne pas avoir à assumer de trop lourdes responsabilités administratives.

Références :

- Alcoff, L. (1991). « The Problem of Speaking for Others », *Cultural Critique*, no.20, pp. 5-32.
- Coordination nationale de plaidoyer pour les droits des femmes (CONAP) (2008), *Pour la cause des femmes : un modèle de* Côté, D. (2014a). « 'Anpil fanm tombe, n ap kontinye vanse' : luttes féministes en Haïti », *Revue Possibles*, vol. 38, no. 1, pp. 209-223.
- Côté, D. (2014b). « Un espace politique menacé : le mouvement féministe haïtien et les effets pervers de l'aide humanitaire » dans Thede, Nancy et Mélanie Dufour-Poirier, *La politique autrement : vers un renouvellement des cadres de mobilisation en Amérique latine*, Québec, Presses de l'Université du Québec, pp. 149-166.
- Chéry, G. (2018). « La place des femmes dans la recherche économique en Haïti », dans Côté, D., Lamour, S, Alexis, D., *Déjouer le silence : contre-discours sur les femmes haïtiennes*, Montréal et Port-au-Prince, Éditions du Remue-ménage, Mémoire d'encrier et Pressuniqu, pp. 109-119.
- Fassin et Pandolfi, M., (2013). *Contemporary States of Emergency. The Politics of Military and Humanitarian Interventions*, Zone Books.
- Fortin, I. (2016). *Cartographie qualitative des organisations de défense et promotion des droits en Haïti*. Port-au-Prince, MINUSTAH.
- Fricke, M. (2007). *Epistemic Injustice. Power & the Ethics of Knowledge*, Oxford University Press.
- Gunewardena, N. et Schuller, M. (2008). *Capitalizing on Catastrophe: Neoliberal Strategies in Disaster Reconstruction*, Boulder, CO, Rowman and Littlefield.
- Julien, M. (2012). « Impacts des interventions des ONG en Haïti : nécessité d'un nouveau cadre de partenariat », *Haïti Perspectives*, vol. 1, no. 2, pp. 79-67.
- Klein, N. (2008), *The Shock Doctrine: The Rise of Disaster Capitalism*, Toronto, Random House.
- Lamour, S. (2023). « Mobilisation féministe : la création du ministère à la Condition féminine et aux Droits des femmes en Haïti », *MOUKA* (www.mouka.ht).
- Magloire, D. (2011). *Plaidoyer pour le maintien du Ministère à la condition féminine. Un acquis politique pour combattre les discriminations et les violences de genre*. Port-au-Prince, Kay Fanm
- Masson, S. (2016). *Pour une critique féministe décoloniale*, Lausanne, éditions Antipodes.
- McFalls, L. (2011). « Benevolent Dictatorship : The Formal Logic of Humanitarian Government », dans D. Fassin et M. Pandolfi, *Contemporary States of Emergency : The Politics of Military and Humanitarian Intervention*, New York, Zone, pp. 317-333.
- Merlet, M. (2002). *La participation politique des femmes en Haïti, quelques éléments d'analyse*, Port-au-Prince, Éditions Fanm Yo La.
- Mills, C W. (2007). « White Ignorance », dans S. Sullivan et N. Tuana (co-eds), *Race and Epistemologies of Ignorance*, Albany, SUNY Press, pp.13-38.
- Mohanty, C. T. (2003). *Feminism without borders*. Durham, Duke University Press.
- Neptune Anglade, M. (1986). *L'autre moitié du développement: à propos du travail des femmes en Haïti*, Port-au-Prince et Montréal, éditions des Alizés et ERCE.
- Ocean, J.R., Thomas, N., Salinas-Miranda, A. (2021). « Prevalence and Factors Associated with Intimate Partner Violence among Women in Haiti: Understanding Household, Individual, Partner and Relationship Characteristics », *Journal of Interpersonal Violence*, vol. 36, nos 23-24, pp. 10861–10883.
- Peck, R. (2013). *Assistance mortelle*. Paris, Velvet Films.
- République d'Haïti, Ministère de la santé publique et de la population, (2017). *Enquête mortalité, o*
- République d'Haïti (2015). *Plan national d'action EFH 2014-2020*.
- République d'Haïti, (2014). *Politique d'égalité femmes hommes*, Port-au-Prince, Presses nationales d'Haïti.
- Schuller, M. et Morales, P. (2012). *Tectonic Shifts: Haiti since the Earthquake*, Sterling, VA, Kumarian Press.
- Sullivan S. et Tuana, N. (2007). *Race and Epistemologies of Ignorance*, Albany : SUNY Press.
- Yin, R.K. (2013). *Case Study Research, Design and Methods*, Los Angeles, Sage.

ANNEXE 1

Partenaires



ANNEXE 2



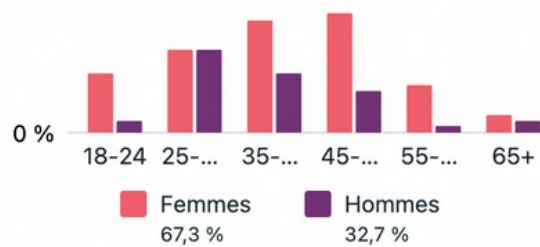
Statistiques audience Facebook

Audience ⓘ

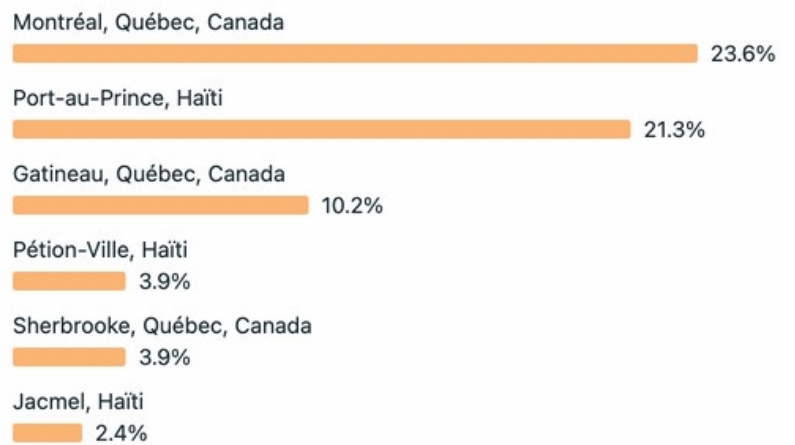
Followers de la Page Facebook ⓘ

127

Âge et genre ⓘ



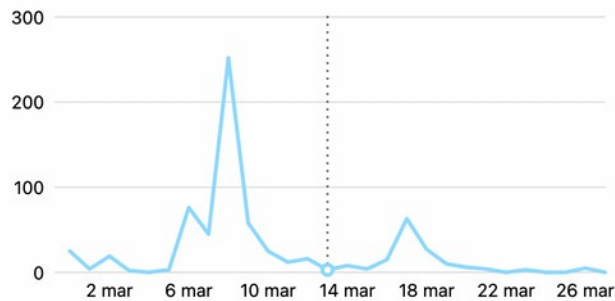
Principales villes



Visites de la Page et du profil

Visites sur la Page Facebook ⓘ

685 ↑ 247.7



Couverture de la Page Facebook ⓘ

39

mar 7 mar

Couverture de la Page Facebook
23 022

